

# PAYS DE LA LOIRE

# LA CONJONCTURE

# ECONOMIQUE

## SITUATION AU 31/03/2016

DOCUMENT TRIMESTRIEL - LIBRE DE DIFFUSION SOUS RESERVE DE MENTION DE LA SOURCE « POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE »

### L'ESSENTIEL

L'année 2016 a commencé par une nouvelle accélération dans la zone euro. Le climat est bien orienté. La demande intérieure pourrait prendre le relais des exportations et compenserait un contexte international marqué par la faiblesse des pays émergents et les incertitudes liées au Brexit.

En France, la baisse du coût du pétrole contribue à une inflation très faible et stimule le pouvoir d'achat des ménages.

Les entreprises en profitent pour redresser leur taux de marge, qui s'approcherait en 2016 de sa moyenne d'avant-crise.

Sous l'effet d'une politique monétaire accommodante, les conditions de financement favorisent l'investissement qui pourrait continuer de surprendre.

Après une année de reprise modérée en 2015 (+1,1%), l'acquis de croissance pour 2016 serait à ce niveau à la mi-année.

Avec la légère accélération de l'activité et le développement des dispositifs visant à enrichir la croissance en emplois, l'emploi marchand continuerait de progresser quasiment sur le même rythme que fin 2015.

L'emploi total augmenterait plus vite que la population active et le taux de chômage baisserait de nouveau modérément pour atteindre 9,8% fin 2016 sur l'ensemble de la France.

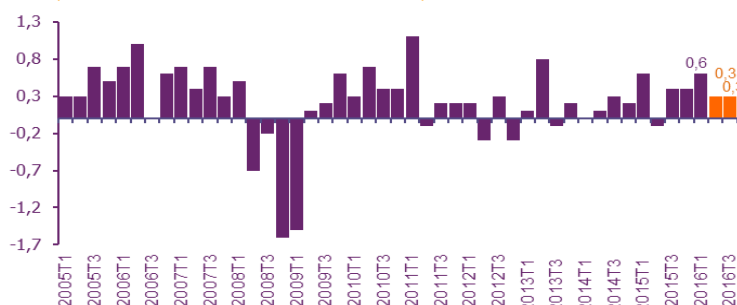
## LA CONJONCTURE NATIONALE

En France, l'activité a crû de 0,6 % au premier trimestre 2016, plus que les prévisions qui étaient de 0,4%. Si la production a marqué le pas dans l'industrie manufacturière (+0,1% après +0,7%), elle a accéléré dans la plupart des autres branches, notamment le commerce (+1,4%), les autres services marchands (+1,0%), et la construction (+0,5%).

La consommation des ménages a nettement rebondi (+1,0% après 0,0%) pour toutes ses composantes, notamment pour les biens d'équipement du logement et les services aux ménages.

L'investissement a fortement accéléré (+1,6% après +1,2%), avec en particulier des achats en automobiles de nouveau très dynamiques. En revanche, les exportations ont marqué le pas, et le commerce extérieur a de nouveau contribué négativement à la croissance (-0,2 point). Après deux trimestres de contribution fortement positive, la contribution des variations de stocks a été négative (-0,2 point).

GRAPHIQUE  
PIB (VARIATION TRIMESTRIELLE)



SOURCE : INSEE

TABLEAU  
CONTRIBUTION A LA CROISSANCE

	3T2015	4T2015	1T2016	2T2016
■ données observées				
■ prévisions				
Demande intérieure hors stocks	0,3	0,3	1,0	0,2
Variations de stocks	0,6	0,7	-0,2	-0,1
Commerce extérieur	-0,6	-0,6	-0,2	0,2

(Evolution trimestrielle, aux prix de l'année précédente chaînés)

SOURCE : INSEE

## LES MENAGES

Au premier trimestre, la consommation des ménages s'est envolée : +1,0% soit la plus forte hausse trimestrielle depuis début 2006. D'une part, cette hausse s'explique par un effet de rattrapage de l'atonie fin 2015 : les dépenses en habillement et en énergie se sont reprises avec des températures hivernales plus proches de la normale après un automne particulièrement doux, de même la consommation s'est relevée dans les secteurs affectés par les conséquences des attentats du 13 novembre. D'autre part, la consommation a été temporairement dopée : celle en équipement du logement par le changement de standard de diffusion télévisuelle, celle de services aux ménages par la vente des billets pour l'Euro 2016 de football. La dissipation de ces effets conduirait à un net infléchissement de la consommation au deuxième trimestre (+0,2%) et au troisième trimestre (+0,2%).

**TABLEAU**  
**DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES**

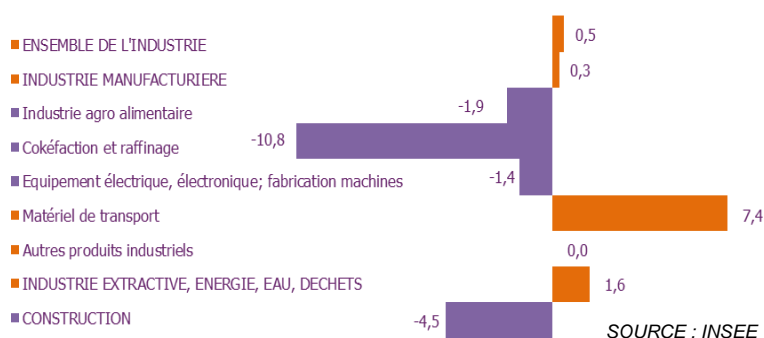
Evolution	mars-16	avril-16	mai-16	Mai 16 / Mai 15	T / T-1 *
Alimentaire	-0,1%	-1,2%	0,5%	0,2%	-0,7%
Biens fabriqués	1,0%	0,5%	-1,5%	2,7%	1,0%
- Biens durables	2,2%	1,2%	-3,6%	5,4%	2,8%
- dont automobiles	1%	-0,9%	-0,3%	2,7%	0,9%
- dont éqpt. du logement	4,1%	4,7%	-9,2%	2,6%	7,1%
- Textile-cuir	-0,5%	-0,4%	1,7%	-0,9%	-1,7%
- Autres biens fabriqués	0,0%	-0,2%	0,0%	0,9%	-0,1%
Énergie	4,3%	0,8%	-1,0%	4,8%	6,1%
Total	1,1%	-0,1%	-0,7%	2,2%	1,2%
Produits manufacturés	0,8%	-0,4%	0,2%	2,6%	0,6%

\* Trois derniers mois rapportés au trois mois précédents

SOURCE : INSEE

## LA PRODUCTION DE BIENS ET SERVICES

**GRAPHIQUE**  
**EVOLUTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DEPUIS UN AN \* - MAI 2016**



\* 3 derniers mois / 3 mêmes mois de l'année précédente

SOURCE : INSEE

En France, le climat des affaires s'établit à 102 en mai 2016. Stable au-dessus de sa moyenne de longue période dans l'industrie, il se dégage dans le bâtiment, en phase avec le redressement des ventes de logements.

La production manufacturière pâtirait de grèves dans les raffineries, mais se reprendrait au 2<sup>ème</sup> semestre 2016.

Selon les chefs d'entreprise interrogés en mai, le climat conjoncturel dans les services est en hausse et rejoint sa moyenne de long terme.

Les services marchands et la construction devraient contribuer à l'accélération de la croissance en 2016, +1,6% après +1,2% en 2015.

## LES ECHANGES COMMERCIAUX

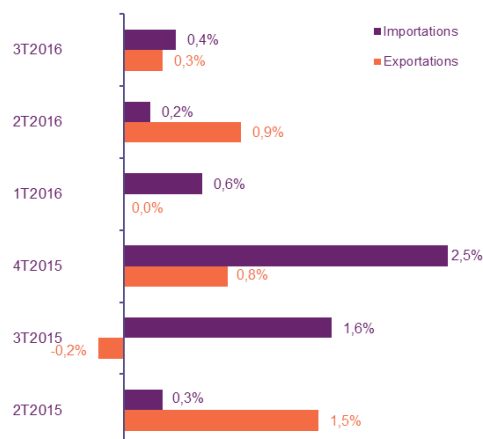
Le commerce mondial après un fort recul début 2016 progresserait de nouveau, mais moins vite que l'activité. Il rebondirait du fait des importations émergentes, notamment asiatiques.

Après avoir beaucoup progressé de mi-2014 à mi-2015, les exportations de la zone euro ont marqué le pas depuis lors. Même en retrouvant du tonus d'ici la fin de l'année, elles ralentiraient nettement en moyenne en 2016 (+2,7 % après +5,1 %), pénalisées par la dissipation des effets de la dépréciation de l'euro, par le ralentissement de la demande anglo-saxonne et par la faiblesse persistante de la demande des pays émergents.

Les exportations françaises ont flanché au premier trimestre du fait du repli du secteur aéronautique, elles progresseraient au second semestre grâce aux livraisons dans la navale puis ralentiraient à nouveau (+1,6% sur l'année après +6%).

Du fait du dynamisme des importations (+3,9% après +6,4%), la contribution du commerce extérieur serait négative (-0,7 points de PIB) sur l'année.

**GRAPHIQUE**  
**EVOLUTIONS DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS PAR TRIMESTRE**



SOURCE : INSEE

## L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES

En 2015, le taux de marge des sociétés non financières (SNF) a nettement augmenté, il a été porté par la baisse du prix du pétrole et les allègements du coût du travail liés au CICE et au PRS (Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi, Pacte de Responsabilité et de Solidarité). En 2016, le taux de marge continuerait d'augmenter (+0,7 point à 32,4 % fin 2016), du fait d'un surcroît de gains de productivité et de nouvelles baisses du coût du travail dans le cadre du PRS et de la prime à l'embauche dans les PME. Il s'approcherait ainsi de son niveau moyen d'avant-crise (32,7 % entre 1988 et 2007).

Avec l'amélioration de leur situation financière, les perspectives de la demande, la baisse des coûts d'emprunt et de l'énergie, et l'incitation fiscale du suramortissement de 40 %, les investissements des entreprises sont repartis nettement à la hausse.

Depuis deux trimestres, ils sont même très dynamiques, portés par les achats de biens d'équipement et d'automobiles. Dans les enquêtes de conjoncture, les perspectives d'investissement des entrepreneurs des services sont au-dessus de leur moyenne de long terme et celles des industriels demeurent favorables pour 2016. L'investissement des entreprises marquerait le pas au deuxième trimestre par contrecoup du fort dynamisme des six derniers mois, mais sur l'ensemble de l'année, l'accélération serait sensible (+4,7% après +2,7 %) et la croissance serait inédite depuis 2007.

## LES ALEAS DE LA PREVISION

Le scénario retenu supposait un maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne à l'issue du référendum du 23 juin. Mais le Brexit a produit un surcroît d'incertitude quant au nouveau partenariat commercial entre le Royaume-Uni et l'Union européenne d'une part, quant à l'unité européenne d'autre part. Cette incertitude pourrait contribuer à un attentisme accru des investisseurs européens et impacter défavorablement les prévisions.

## LA CONJONCTURE REGIONALE

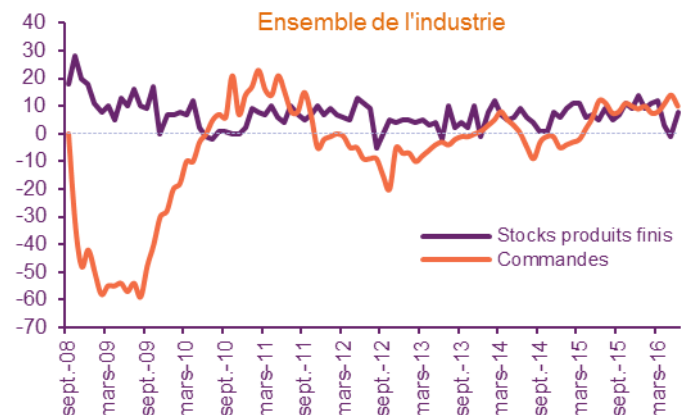
En juin, la production d'ensemble de l'industrie se tasse légèrement. Les commandes globales marquent un peu le pas, y compris dans leur composante étrangère. Les prix sont stables, aussi bien pour les matières premières que pour les produits finis. Les stocks sont jugés plus forts que le mois précédent et inversent la tendance récente. Les carnets restent bien garnis. Les prévisions de production à court terme sont favorables.

La production dans l'industrie agro-alimentaire est en hausse dans toutes les branches. Les commandes globales sont soutenues, en dépit d'un léger recul de la demande externe.

L'ensemble des activités de services marchands est bien orienté et progresse légèrement. La demande est soutenue en dépit d'un repli de la demande étrangère. Les prévisions sont favorables et envisagent une nouvelle progression de l'activité.

L'activité de la construction est contrastée. La demande progresse à des rythmes assez soutenus dans le gros œuvre et le second œuvre mais reste encore atone dans les Travaux Publics. Les prévisions sont plus optimistes pour les prochains mois pour une majorité d'entreprises.

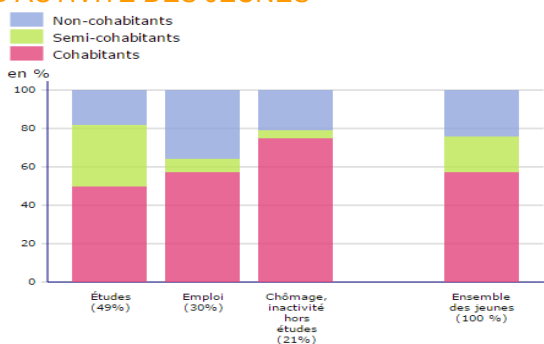
Dans le commerce de gros, les volumes d'achats se stabilisent. Les prix continuent d'être orientés à la baisse. Les stocks sont jugés supérieurs à la normale. Les carnets de commandes sont satisfaisants, bien qu'un peu faibles en négoce de produits industriels.



SOURCE : BANQUE DE FRANCE

## ZOOM : PRINCIPALES RESSOURCES DES 18-24 ANS

### GRAPHIQUE CONDITIONS DE LOGEMENT ET SITUATION D'ACTIVITE DES JEUNES



Lecture : 49 % des jeunes se déclarent principalement en cours d'études. Parmi eux, 50% sont cohabitants.  
Champ : personnes âgées de 18 à 24 ans résidant en France (hors Mayotte).  
Source : Drees-Insee, enquête nationale sur les ressources des jeunes 2014.

Au dernier trimestre de 2014, 57 % des jeunes âgés de 18 à 24 ans résident de façon permanente chez leurs parents, proportion parmi les plus faibles d'Europe, un quart des 18-24 ans résident en permanence dans leur propre logement.

Les aides des parents représentent un apport essentiel pour les 18-24 ans. Fin 2014, sept jeunes adultes sur dix bénéficient d'un soutien financier régulier, et ce soutien concerne neuf jeunes en cours d'études sur dix. La participation financière des parents varie selon le milieu social ; lorsqu'ils sont aidés, les enfants de cadres reçoivent alors un montant total 2,5 fois plus élevé que les enfants d'ouvriers.

Pour les jeunes sortis du système éducatif, qu'ils occupent un emploi ou non, le soutien financier des parents est plus rare (surtout pour ceux qui ont quitté le toit familial) et moins élevé.



pôle emploi

Fin 2014, trois jeunes adultes sur dix ont un emploi. Ils occupent dans les mêmes proportions des emplois à durée indéterminée ou déterminée et perçoivent en moyenne 1 250 euros nets par mois. Ils bénéficient nettement moins des aides financières de leur famille et de l'État, et plus de la moitié d'entre eux vivent encore chez leurs parents.

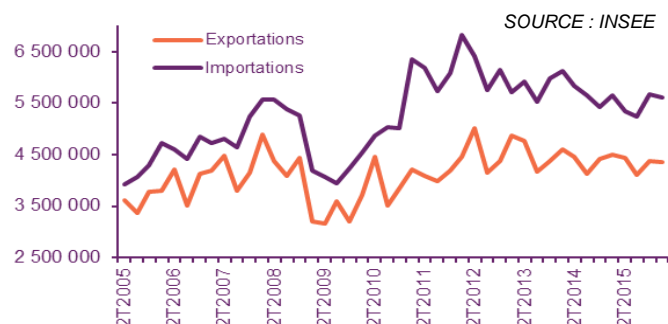
Un quart des jeunes en cours d'études a travaillé la semaine précédant l'enquête, dont presque la moitié en alternance ou en stage rémunéré. Leurs revenus d'activités sont en moyenne de 620 euros par mois, plus élevés quand l'activité est en rapport avec leur formation (alternance, stage).

Fin 2014, quatre jeunes adultes sur dix bénéficient d'au moins un des revenus sociaux suivants : bourse d'étude, aides au logement, allocation chômage, prestation familiale, minima sociaux (revenus de solidarité active, allocation adulte handicapé), contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) et garantie jeunes (dispositif expérimenté dans dix départements en 2014).

Six jeunes sur dix ne vivant plus chez leurs parents perçoivent des revenus sociaux, l'aide au logement étant la plus fréquente.

## LE COMMERCE EXTERIEUR

### GRAPHIQUE EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS REGIONALES



Au premier trimestre 2016, le déficit du commerce extérieur diminue légèrement de 2,6%, du fait d'une baisse des exportations de 0,5% moins marquée que la baisse des importations de 1,0%.

Sur plusieurs trimestres, la baisse des importations est principalement liée aux hydrocarbures naturels et produits pétroliers raffinés, la chute des cours du pétrole justifie en partie cette baisse de valeur. Les exportations de produits pétroliers raffinés sont également en baisse. La baisse des exportations concerne les déchets industriels, les produits laitiers et glaces.

Importations et exportations liées aux activités industrielles dans le transport naval, aérien, automobile, évoluent à la hausse en lien avec une conjoncture favorable.

SOURCE : MINISTERE DE L'INTERIEUR

## LE CHOMAGE NATIONAL

### LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (CATEGORIE A)

Les baisses mensuelles sont fréquentes depuis le printemps 2015 et le mois de mars a affiché une forte diminution de la demande d'emploi à un niveau non observé depuis plus de 10 ans.

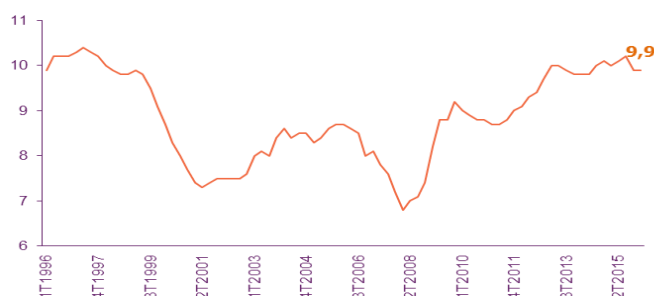
La moindre baisse du mois d'avril a été effacée par les petites hausses de mai et juin et le nombre de demandeurs de catégorie A reste au-dessus de la barre des 3,5 millions en France. Le nombre d'inscrits est en baisse de près de 1% sur douze mois.

### TABLEAU EVOLUTION MENSUELLE COMPAREE DE LA DEFM CATEGORIE A (DONNEES CVS)

	mars 2015	avril 2015	mai 2015	juin 2015	juillet 2015	août 2015	septembre 2015	octobre 2015	novembre 2015	décembre 2015	janvier 2016	février 2016	mars 2016
<b>DEFM Pays de la Loire</b>	<b>175 486</b>	<b>175 346</b>	<b>178 298</b>	<b>176 271</b>	<b>176 241</b>	<b>179 405</b>	<b>175 751</b>	<b>177 402</b>	<b>177 929</b>	<b>177 493</b>	<b>176 180</b>	<b>178 980</b>	<b>172 200</b>
Variation brute	878	-140	2 952	-2 027	-30	3 164	-3 654	1 651	527	-436	-1 313	2 800	-6 780
Variation relative	0,5%	-0,1%	1,7%	-1,1%	0,0%	1,8%	-2,0%	0,9%	0,3%	-0,2%	-0,7%	1,6%	-3,8%
<b>DEFM France</b>	<b>3 509 800</b>	<b>3 536 000</b>	<b>3 552 200</b>	<b>3 553 500</b>	<b>3 551 600</b>	<b>3 571 600</b>	<b>3 547 800</b>	<b>3 589 800</b>	<b>3 574 800</b>	<b>3 590 600</b>	<b>3 552 600</b>	<b>3 591 000</b>	<b>3 531 000</b>
Variation brute	15 400	26 200	16 200	1 300	-1 900	20 000	-23 800	42 000	-15 000	15 800	-38 000	38 400	-60 000
Variation relative	0,4%	0,7%	0,5%	0,0%	-0,1%	0,6%	-0,7%	1,2%	-0,4%	0,4%	-1,1%	1,1%	-1,7%

SOURCE : POLE EMPLOI - DIRECCTE - DARES

### GRAPHIQUE EVOLUTION DU TAUX DE CHOMAGE - FRANCE METROPOLITAINE



### LE TAUX DE CHOMAGE

La fin de l'année 2013 et le début de l'année 2014 ont été marqués par une légère détente. La France a vu son taux de chômage dépasser la barre des 10% au dernier trimestre 2014.

Le dernier trimestre 2015 et le premier trimestre 2016 voient le taux de chômage repasser sous la barre des 10% qu'il avait franchie fin 2014 en France métropolitaine.

La reprise économique amorcée en zone euro peut laisser espérer une détente sur le front du chômage au cours du second semestre.

Cette baisse pourrait atteindre 0,4 points au cours du second semestre sur l'ensemble de la France.

## LE CHOMAGE REGIONAL

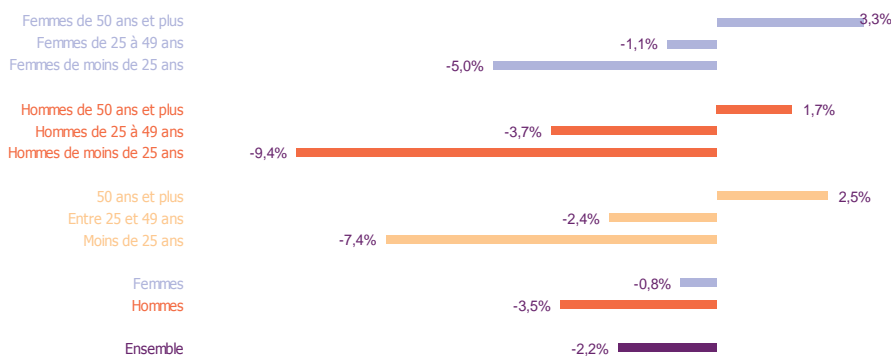
En données CVS, plus de 172 600 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A à fin juin 2016 sur la région. Sur trois mois, ce nombre est en augmentation de 0,3%. Le mois de mars avait vu une forte baisse de -3,6%.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi est en diminution de -2,2%. Les hommes plus que les femmes bénéficient de cette embellie, -3,5% contre -0,8%.

Les jeunes de moins de 25 ans sont les principaux bénéficiaires de cette amélioration avec -7,4% d'inscrits. La situation continue de se dégrader pour les seniors avec +2,5% de demandeurs catégorie A.

La région se maintient parmi les régions les moins touchées par le chômage. Avec un taux de chômage de 8,8%, elle se place en première place à égalité avec l'Île-de-France, la Bretagne et l'Auvergne Rhône-Alpes.

### GRAPHIQUE EVOLUTION ANNUELLE DES DEFM CATEGORIE A EN PAYS DE LA LOIRE



SOURCE : INSEE

### TABLEAU DEMANDEURS D'EMPLOI FIN DE MOIS – CATEGORIE A (DONNEES CVS)

	juin 2015	mai 2016	juin 2016	Evolution sur un mois	Evolution sur un an
Loire-Atlantique	66 180	63 840	64 320	0,8%	-2,8%
Maine et Loire	40 560	40 220	40 020	-0,5%	-1,3%
Mayenne	11 140	10 920	10 780	-1,3%	-3,2%
Sarthe	29 240	28 870	28 920	0,2%	-1,1%
Vendée	29 390	28 380	28 610	0,8%	-2,7%
Pays de la Loire	176 510	172 230	172 650	0,2%	-2,2%

SOURCE : POLE EMPLOI PAYS DE LA LOIRE - DIRECCTE

Mensuellement, le chômage remonte en juin 2016 par rapport à mai dans les départements de Loire Atlantique, de Vendée et de Sarthe, il continue de diminuer en Mayenne et Maine-et-Loire.

Sur un an, tous les départements sont dans une dynamique de baisse de la demande d'emploi. Les résultats vont de -1,1% pour la Sarthe à -3,2% pour la Mayenne.

## L'EMPLOI NATIONAL

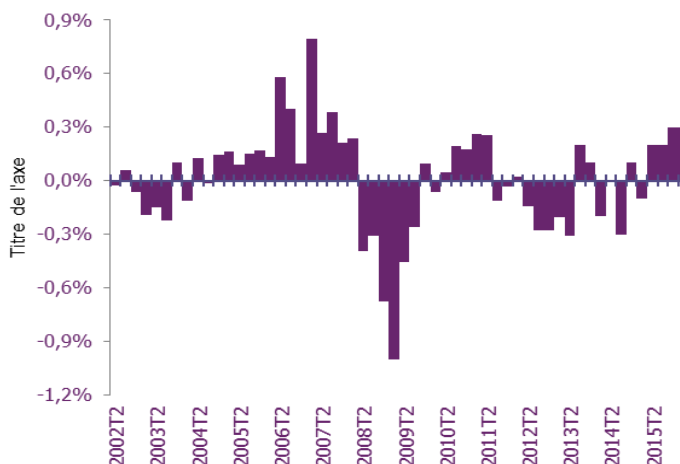
Au premier trimestre 2016, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles augmente de +0,3 % (soit 40 400 postes, après 46 500 postes au quatrième trimestre). Sur un an, il augmente de 159 700 postes, soit +1%.

L'emploi continue de reculer dans l'industrie de 0,3% au quatrième trimestre, soit -8 400 postes). Après plusieurs trimestres de recul, l'emploi augmente de 0,1% dans la construction avec 800 postes supplémentaires.

L'emploi du secteur tertiaire marchand seul augmente de 0,4 % avec 47 900 postes.

L'emploi intérimaire, +0,3%, marque le pas avec 2 000 postes supplémentaires, à comparer aux 19 000 postes du trimestre précédent.

### GRAPHIQUE EMPLOI SALARIE – ESTIMATION TRIMESTRIELLE DONNEES CVS



SOURCE : INSEE

## L'EMPLOI REGIONAL

Au premier trimestre 2016, l'emploi salarié marchand compte plus de 912 500 postes sur la région. Ce nombre est supérieur à celui du troisième trimestre : +1,0%, soit 9000 créations de postes.

Sur un an, près de 15 500 emplois ont été créés, soit une augmentation de +1,7%.

Au niveau départemental, seule la Mayenne n'a pas créé d'emplois sur le premier trimestre avec -0,1%.

La Loire-Atlantique, qui représente 41% de l'emploi régional, a enregistré une progression de +1,2%, la Vendée une progression de 1,3%, le Maine-et-Loire une évolution de +0,5%, et la Sarthe un accroissement de 0,2% sur le trimestre. La Mayenne est également créatrice d'emploi à hauteur de 0,7% (530 postes) devant la Vendée (+0,6% ; 990 postes). Le Maine-et-Loire et la Sarthe affichent un résultat intermédiaire : +0,4%.

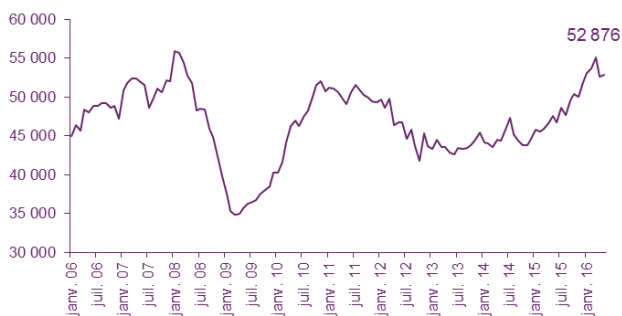
Sur un an, les cinq départements sont créateurs d'emplois Avec un solde qui est de +0,3% pour la Sarthe, 1,1% pour le Maine-et-Loire et la Mayenne, de 2,2% pour la Loire-Atlantique et de 2,8% pour la Vendée.

L'évolution trimestrielle par secteur fait état d'une forte progression de l'emploi dans le tertiaire marchand de +1,2% d'une légère amélioration, dans l'industrie avec +0,1% et dans la construction avec +0,2%.

Sur un an, la construction (-2,5%, 2000 postes) et l'industrie (-0,4%, 1058 postes) ont continué de détruire de l'emploi, même si une amélioration se dessine. Le tertiaire marchand est en nette hausse avec 18 700 emplois créés (+3,3%) pour un secteur qui représente 64% des postes.

## L'EMPLOI INTERIMAIRE

### GRAPHIQUE EVOLUTION DU NOMBRE D'INTERIMAIRES (DONNEES CVS)



Au mois de mai 2016, l'emploi intérimaire repart à la hausse de 0,6% après avoir fléchi de -4,5% en avril.

Près de 53 000 intérimaires sont en poste sur les Pays de la Loire, une baisse de -1,6% par rapport au trimestre précédent, mais une hausse annuelle conséquente de

#### Statistiques et Indicateurs

Directeur de la publication : Alain MAUNY – Laurence ROSSI

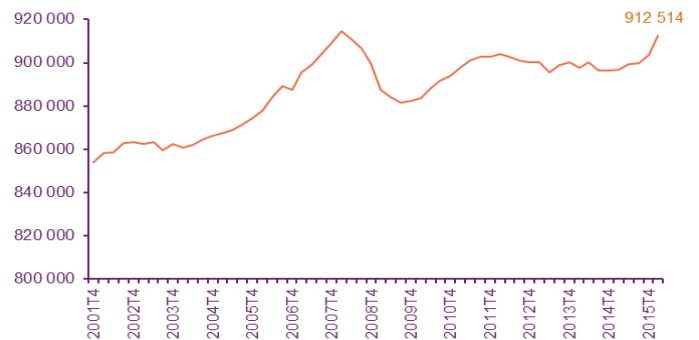
Directeur de la rédaction : Josette BARREAUD

Conception et réalisation : Service SEE – Pascal ROUAULT

Contact : [statsPDL@pole-emploi.fr](mailto:statsPDL@pole-emploi.fr)

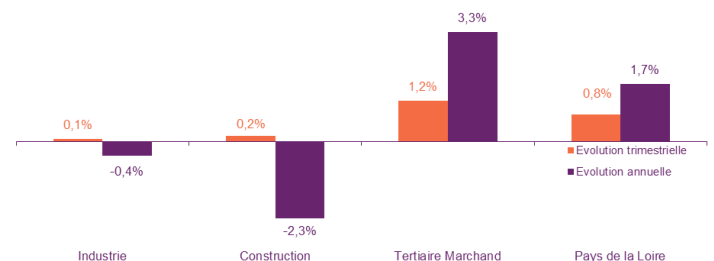
[www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr](http://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr)

### GRAPHIQUE EVOLUTION DESAISONNALISEE DU NOMBRE DE SALARIES



SOURCE : INSEE

### GRAPHIQUE EVOLUTION TRIMESTRIELLE ET ANNUELLE – 3ème TRIMESTRE 2015



SOURCE : INSEE

11,3% avec 5 328 postes supplémentaires, supérieure à la hausse nationale qui est de 7,2% sur un an.

Parmi les trois grands secteurs utilisateurs, seule la construction enregistre une baisse d'effectif (-6% sur un mois). L'industrie (+1,7%) et le tertiaire (+3,9%) tirent l'emploi intérimaire vers le haut.

Les effectifs de cadres et professions intermédiaires et d'ouvriers qualifiés sont en baisse de -1,7% et -0,7%. Ouvriers non qualifiés et employés augmentent de 1,7% et de 5,2%. Sur un an l'ensemble des catégories socioprofessionnelles est en hausse significative.

Les jeunes sont sur représentés dans la population intérimaire avec 28,4% des emplois quand ils représentent 9% de la population en activité. Les séniors affichent une progression conséquente sur un an avec +17,1% d'intérimaires.

Sur un mois, seule la Loire-Atlantique voit son effectif intérimaire diminuer (-2,8%). Sur un an les effectifs sont en croissance de 7% pour la Mayenne à 19,9% pour la Vendée dont le tissu industriel est dense.